

Pouvoir d'emprunt—Loi

la province consommatrice et le gouvernement fédéral n'unissent-ils pas leurs efforts pour créer des emplois dans les mines de charbon de l'Ouest, approvisionner les marchés du centre et nous permettre de conserver chez nous le milliard de dollars que nous perdons chaque année et de redonner du travail à des milliers de Canadiens?

Voilà le genre de programme qu'il faudrait envisager. Que fait le gouvernement? Il a entrepris dans le nord-est de la Colombie-Britannique, en collaboration avec le gouvernement de cette province, un projet coûtant des milliards de dollars. Il est maintenant question d'une subvention. Selon l'étude effectuée, si ce charbon est vendu moins de \$100 la tonne, il faudra le subventionner. Il se vend actuellement \$84 la tonne. Des centaines de mineurs sont mis à pied pour de brèves périodes dans le sud-est de la Colombie-Britannique. Nous utilisons les deniers publics pour financer un programme qui réduit au chômage les travailleurs du sud-est de la Colombie-Britannique. Est-ce logique du point de vue économique?

Le gouvernement demande 4 milliards de plus. Je ne suis certainement pas d'accord pour financer ce genre de programme. Si le gouvernement veut prendre une initiative intelligente qui permettra non seulement de créer un environnement propre, mais de conserver chez nous le milliard de dollars que nous perdons chaque année et de créer des emplois au Canada, là je serai d'accord.

Mes électeurs éprouvent des inquiétudes au sujet de l'emploi de ces 4 milliards. Vont-ils encore une fois alimenter la caisse noire des libéraux? Mes électeurs émettent de nombreuses réserves à l'égard des dépenses faramineuses du gouvernement. Si l'on supprimait certaines de ces dépenses fiscales, le gouvernement n'aurait pas besoin de ces 4 milliards de dollars supplémentaires. Pourquoi ne pas éliminer la disposition du budget qui permet aux avocats et aux médecins, grâce aux REER, de ne pas payer leur part d'impôt? Pourquoi ne pas plafonner le montant que les Canadiens peuvent verser dans un REER net d'impôt? Pourquoi ne pas commencer à appliquer aux sociétés et aux banques le même barème d'imposition qu'aux particuliers?

Dans le document intitulé «Budget en bref», il existe un passage consacré aux impôts sur l'énergie et les ressources. On y dit que la taxe sur les recettes pétrolières supplémentaires sera différée d'une autre année, jusqu'au 1^{er} juin 1985. Cette mesure fera économiser à elle seule 190 millions de dollars aux compagnies pétrolières. Nos petites entreprises et nos agriculteurs en sont réduits à la dernière extrémité, et beaucoup sont obligés de se déclarer en faillite dans tout le pays, au moment même où le gouvernement accorde des avantages supplémentaires aux riches sociétés pétrolières. En vertu du programme de subventions à l'industrie pétrolière, le gouvernement assumera jusqu'à 93 p. 100 des coûts des programmes de prospection. Où cela va-t-il donc finir? Rien ne garantit même que les sociétés utiliseront des produits canadiens ou embaucheront des citoyens canadiens, ce qui atténuerait le problème du chômage.

Je tiens également à dire quelques mots du programme de protection des taux hypothécaires. Quelle manigance de la part du gouvernement! Grâce à ce programme, les banques seront assurées de toucher leurs taux d'intérêt. Voilà exactement quel sera son effet. Quand quelqu'un entrera dans une banque, le directeur lui dira: «Votre situation est vraiment très précaire. Je ne pense pas que nous puissions vous accorder ce prêt à

moins que vous ne preniez une police d'assurance pour être certain de pouvoir effectuer les paiements». Est-ce là le genre de programme que nous voulons? Quand le prêt hypothécaire devra être renégocié trois ans plus tard, le taux d'intérêt pourra très bien avoir augmenté de six ou sept points. L'emprunteur devra repartir sur cette base-là.

Ce programme profitera seulement aux banques. Si l'emprunteur désire vendre sa maison, il ne pourra pas vendre son programme d'assurance en même temps; par conséquent le taux d'intérêt augmentera. Qui achètera des maisons à des taux si élevés? Le gouvernement sait que les taux d'intérêt sont en train d'augmenter. Cela ne l'empêche pas de mettre sur pied ce programme bidon pour dissimuler la vérité, en disant aux gens de ne pas s'en faire parce qu'ils pourront prendre une police d'assurance. Quelle farce!

Je voudrais dire deux mots des programmes de création d'emplois du gouvernement. Ce dernier a un rôle à jouer dans ce domaine, et il devrait commencer à prendre ce rôle au sérieux, surtout en ce qui a trait aux mutations technologiques. Au Japon, on a jugé nécessaire de mettre sur pied un système d'information préventif donnant toutes sortes de renseignements sur l'introduction future de nouvelles techniques. Le Japon a un programme visant à étudier le marché du travail jusqu'en 1990. Les Japonais communiquent avec leurs employés pour connaître leurs intentions et pour savoir ce qui se passe sur le marché du travail. Ils connaissent le nombre de gens qui s'appêtent à prendre leur retraite et le nombre de salariés qu'il faudra pour les remplacer. Ils commencent à former les remplaçants à l'avance. Tant que nous n'aurons pas nous aussi ce genre de programme, nous connaissons de graves problèmes en matière de développement économique. Si nous ne nous en rendons pas compte rapidement, d'autres pays nous supplanteront, et nous nous retrouverons dans une situation encore plus critique qu'aujourd'hui. Il est regrettable que le gouvernement ait recours à des palliatifs et lance de l'argent dans toutes les directions pour tenter de se faire réélire.

Je voudrais parler un instant des propos tenus par le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie). Ce dernier a déclaré à Vancouver que les conservateurs étudieraient de près la question des pensions et des allocations familiales et rétabliraient peut-être le critère des moyens financiers s'ils étaient au pouvoir. J'espère qu'ils ne formeront jamais un gouvernement si c'est le genre de politique qu'ils envisagent d'appliquer. Les conservateurs de Colombie-Britannique ont en fait pris le pouvoir dans cette province, qu'ils s'appellent le parti Crédit social ou le parti conservateur. Ils sabrent dans les programmes d'enseignement. Des enfants sont obligés de parcourir 35 kilomètres en autobus pour aller à l'école secondaire. On ferme des classes en obligeant les enfants à fréquenter d'autres écoles. C'est scandaleux. Cela ne devrait pas se produire étant donné les ressources importantes dont nous disposons, et ces événements résultent de l'incurie dont a fait preuve le gouvernement du Canada.

M. McRae: Puis-je poser une question?

[Français]

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre! Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est suspendue à 13 heures.)